

DOCTRINE

Revue d'études générales



POUR UNE ADAPTATION RÉACTIVE DES FORCES TERRESTRES

RETOUR D'EXPÉRIENCE

ET PROSPECTIVE



UNE SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS ET DÉBATS
DE LA PREMIÈRE RENCONTRE DU CDEF DU 29 NOVEMBRE 2004

sommaire

Directeur de la publication :

Général (2s) Jean-Marie Veyrat

Rédacteur en chef :

Capitaine Stéphane Carmès

Tél. : 01 44 42 35 91

Maquette : Christine Villey

Tél. : 01 44 42 59 86

Création : amarena

Crédits photos :

SIRPA TERRE et DGA/COMM

(1^{ère} de couverture)

SIRPA Terre

(4^e de couverture)

Photogravure : Saint-Gilles (Paris)

Gestion du fichier des abonnés :

Nicolas Trioreau - Tél. : 01 44 42 48 93

Diffusion : bureau courrier du CDEF

Impression : Saint-Gilles (Paris)

Tirage : 2 000 exemplaires

Dépôt légal : à parution

ISSN : 1293-2671 - Tous droits

de reproduction réservés.

Revue trimestrielle

Conformément à la loi «informatique et libertés» n° 78-17 du 6 janvier 1978, le fichier des abonnés

à DOCTRINE a fait l'objet

d'une déclaration auprès de la CNIL,

enregistrée sous le n° 732939.

Le droit d'accès et de rectification s'effectue auprès du CDEF.

Centre de Doctrine

d'Emploi des Forces -

BP 53 - 00445 ARMEES.

Fax : 01 44 42 52 17 ou 821 753 52 17

Web : www.cdef.terre.defense.gouv.fr

Mel : doctrine@cdef.terre.defense.gouv.fr

AVANT - PROPOS : Une rencontre fructueuse p. 3

AVERTISSEMENT p. 5

INTRODUCTION DU GENERAL COMMANDANT LE CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES

Réfléchir et agir avec des acteurs différents, venant d'horizons variés p. 6

EXPOSES RESUMES DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DU RETOUR D'EXPERIENCE (DREX) DU CDEF, SUPPORTS DE LA REFLEXION

Intervention ou stabilisation : tenir compte des enseignements des opérations passées et en cours pour préparer celles à venir

Premier exposé : **Intervention - stabilisation** p. 9

Second exposé : **Stabilisation - normalisation** p. 11

SYNTHESE DES INTERVENTIONS ET DEBATS DU 29 NOVEMBRE

RETEX et prospective

L'extension nécessaire du champ de la réflexion p. 13

Considérations géopolitiques p. 14

De la guerre moderne : permanences et ruptures p. 15

Les " fondamentaux " des forces armées de demain p. 17

Irak : chronique d'une victoire difficile p. 19

La problématique industrielle : l'indispensable adaptation permanente. p. 21

Repenser le lien politique - militaire, condition de l'efficacité p. 22

Espoirs et limites du " droit d'ingérence " p. 25

Gérer la crise : les outils de la conviction et de l'efficacité p. 27

INTERVENTION DU CEMAT EN CONCLUSION DE LA PREMIERE RENCONTRE DU CDEF

Penser l'adaptation de notre système de forces terrestres p. 29

Une rencontre fructueuse

C.D.E.F



Les actes de la rencontre **“RETEX et Prospective”**, du 29 novembre dernier, paraissent dans ce numéro spécial de **Doctrine**. Comme il était convenu - c'est la loi du genre - les propos qui suivent n'engagent personne en particulier. L'essence même de cette rencontre d'un type inédit était de libérer les prises de parole et les idées : à croire la synthèse qui en est faite, nul doute que le but n'ait été pleinement atteint. Les opinions exprimées par les uns et les autres, qui se retrouveront parfois eux-mêmes à travers les items développés, sont difficiles à synthétiser, tant la richesse des débats fut grande.

Félicitons-nous d'abord de cette teneur et du ton libre, de la part des plus hauts responsables. Tentons ensuite d'en tirer quelques grandes tendances, avant de plonger, thème par thème, dans le “fruit” obtenu de ces échanges.

La géopolitique, toujours

L'objet de la rencontre était bien d'unir industriels, politiques et militaires autour d'une réflexion centrée sur l'avenir proche, en tirant quelques conséquences rapides des conflits récents, grâce à la mise en perspective de traits saillants par le salutaire retour d'expérience. Il ne s'agissait donc pas d'une rencontre de géopolitique à proprement parler. Et pourtant...

Puisque les propos ont comparé, analysé et tiré des conséquences d'engagements des forces armées occidentales, il fut forcément question de l'action de l'ennemi, de l'environnement et des motivations politiques de ces implications armées des gouvernements démocratiques. Où l'on voit bien que toujours, la géopolitique revient au-devant de la scène. Il fut donc beaucoup question de contextes historiques, géographiques et surtout politiques, tant il est vrai que les enseignements et réflexions débattues ne pouvaient pas se déconnecter des réalités vécues.

Quelques résultats tangibles

Sans dévoiler par avance les thèmes retenus et leur développement, retenons quelques points forts des propos échangés :

- **L'étude indispensable de l'ennemi**, qu'il faut pousser plus avant. Comme toujours dans l'histoire militaire, l'évolution des armées illustre l'évolution des sociétés elles-mêmes dont elles émanent : sociologie, technologie, ou nature politique des pouvoirs, démocratiques ou autoritaires, sont autant de facteurs essentiels pour comprendre comment et pourquoi les organisations militaires, leur recrutement et leur équipement, leur entraînement et leur emploi ont été modifiés. Mais que diable, c'est surtout en raison des menaces, c'est-à-dire de l'association de risques et de volontés adverses, que les armées se sont façonnées ! L'évolution récente des adversaires, ayant quitté la chapska soviétique pour

d'autres apparences, plus diverses, ne va pas s'arrêter. Afin de surtout éviter toute vision trop angélique, il est donc de notre devoir, en coordination avec l'ensemble des acteurs de la stratégie de notre pays et de l'Europe, de définir avant tout ce que nous voulons, donc de cerner notre ennemi, puisqu'il semble bien que, sans manichéisme aucun, nous ayons des adversaires, en tous les cas des soldats morts et blessés au cours de nos engagements !

- La pluridisciplinarité nécessaire des interventions. Plus que jamais, l'action militaire se conçoit comme l'un des moyens de réguler les conflits entre les hommes : moyen certes indispensable, en raison du déchaînement désordonné de la violence, facilité par la faiblesse des Etats de par le monde, mais moyen absolument pas unique. Le diplomate à l'extérieur, les forces de police et la justice à l'intérieur, sont notamment les partenaires "officiels" des armées dans ce grand jeu, pendant que médias, organisations gouvernementales ou pas et surtout populations du monde en sont les partenaires "officieux", toujours présents et souvent victimes malheureusement.

- L'adaptation réactive, en complément de l'adaptation permanente. Notre armée, nous l'avons vu lors de cette rencontre, est de plus en plus employée tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du théâtre national. Affrontant des contraintes lourdes, mais inévitables lorsque la Nation n'est pas menacée dans son existence (c'est le cas des pays occidentaux), elle s'adapte en permanence : professionnalisation, refondation en profondeur des organisations de commandement, innovations multiples, réformes plus nombreuses que dans n'importe quel autre grand corps de l'Etat. Pourtant, à cette adaptation permanente manque un volet important : il s'agit, face à des adversaires capables d'une véritable

versatilité, grâce à une ingéniosité élevée et des moyens financiers importants, de s'adapter en réaction, si possible à la même vitesse qu'eux. Or, que constate-t-on ? Que nous sommes engoncés, militaires et industriels, dans un canevas de règles et de procédures interdisant toute réactivité rapide en terme d'équipements. Si la doctrine, les structures et les idées peuvent être "secouées", "dépoussiérées" (elles le sont en permanence dans l'armée de terre !), notre capacité à acquérir vite des matériels adéquats - ni forcément chers, ni même à développer puisque existants sur le marché souvent - demeure très largement améliorable. Puisse cette rencontre avoir au moins servi à cette prise de conscience, et permettre à l'armée d'adapter son équipement plus rapidement, aujourd'hui en France et demain en Europe.

Au-delà de ces trois axes particuliers, les rencontres ont apporté beaucoup à chacun, si l'on en croit les enseignements "à chaud". La synthèse n'a pour autre but que de permettre la poursuite de la réflexion, pour les participants comme pour ceux qui n'ont pu s'y joindre. Une prochaine réédition d'une telle rencontre, sous une forme voisine, devrait être renouvelée par le Centre de doctrine d'emploi des forces, probablement en début d'automne 2005.

**Général de division Gérard Bezacier
commandant le Centre de doctrine
d'emploi des forces**

Avertissement

Les objectifs de la rencontre du 29 novembre dernier aux Invalides ont été rappelés dans le discours introductif du Général de division Gérard Bezacier reproduit dans les pages suivantes. L'enrichissement du lien militaire - civil dans toutes ses dimensions, l'ambition d'une réflexion pluridisciplinaire, en profondeur et sans tabou sur la transformation nécessaire de nos forces armées face à la mutation des menaces et des contextes d'emploi, l'exigence d'une véritable politique de légitimation de notre outil militaire aux yeux de nos populations, et donc d'une restauration intelligente et adaptée du lien Armée-Nation furent au cœur de cette première *Rencontre du Commandement de la doctrine d'emploi des forces*, dont le format restreint, le haut niveau des intervenants comme de l'assistance, le *prerequisite* enfin d'une parole libre et confiante ne pouvaient qu'assurer le succès.

Les textes figurant dans les pages qui suivent reproduisent les interventions des autorités, résumés les exposés de la DREX et synthétisent l'ensemble des interventions et des débats qui lièrent les différents panels d'intervenants à une salle exigeante et réactive. Cette synthèse des discussions reprend, en les démarquant, la substance des propos et échanges de vues et confirme, s'il en était besoin, l'intérêt de telles rencontres.

Les titres des différentes parties et les illustrations ont été rajoutés par la rédaction de la revue *Doctrine*¹.



¹ Les numéros normaux de la revue militaire générale *Doctrine*, publiée par le CDEF, paraissent tous les trimestres. A ces numéros s'ajoutent deux fois par an des numéros spéciaux tels que celui-ci. Le précédent était consacré à la deuxième Intifada et le prochain traitera des enseignements de l'opération de stabilisation en Irak dans la période allant de mai 2003 à décembre 2004.

Introduction du général de division Gérard BEZACIER,
commandant le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF)

Réfléchir et agir avec des acteurs différents, venant d'horizons variés

Permettez-moi, avant tout, de remercier très sincèrement l'ensemble des participants, acteurs de ce qui constitue à mes yeux le forum nécessaire à l'évolution de nos forces armées terrestres. En effet, dans ce monde du 21^e siècle, les formes de guerre se modifient, elles sont de plus en plus complexes et possèdent plusieurs dimensions : aux aspects strictement militaires s'ajoutent désormais les aspects humanitaires, juridiques, financiers, économiques, culturels, religieux, sociaux et de plus en plus écologiques, **aspects PLURIDISCIPLINAIRES sans lesquels il est illusoire de vouloir construire la paix, illusoire de gagner un conflit ou une guerre, illusoire en tout cas d'éviter un échec !**

Un mot sur ces conflits, qu'il est difficile de gagner, et encore plus de gagner rapidement : je voudrais m'élever contre le concept du "*First in, First out*", dont certains de nos alliés sont d'ailleurs en train de revenir. D'évidence, **il n'est pas aisé de partir en premier lorsque nos intérêts sont forts** - ce qui n'était pas le cas en Haïti et au Congo, mais l'est assurément en Europe et c'est davantage de "*First in, Last out*" qu'il faudrait parler : en Corée, le conflit n'est pas achevé et le pays reste divisé en deux, ô combien ! Le Vietnam fut un échec, nous sommes toujours dans les Balkans, probablement pour quelques années, et nous sommes toujours à Chypre également.

Le conflit israélo-palestinien est sans fin, l'Afrique elle-même devient de plus en plus difficile, on le constate en ce moment. "*First IN*", pourquoi pas pour les armées qui en restent capables : pour le reste...

Mais revenons à la rencontre d'aujourd'hui : **cette rencontre d'un nouveau type est donc importante pour le CDEF, car les conflits se transforment et se complexifient.** En effet, **en plus d'un ennemi conventionnel de mieux en mieux armé** et de plus en plus dangereux, **existe désormais un ennemi asymétrique omniprésent**, capable d'exploiter très vite les technologies existantes et, ainsi **capable de nous être supérieur ponctuellement** dans des domaines précis qu'il aura choisis. Une seconde évolution capitale est **l'implication** désormais systématique des populations au cœur des conflits, comme victime ou acteur souvent, comme enjeu toujours. Tout un chacun peut en effet constater que les peuples constituent en ce moment à la fois le bouclier et la base logistique des guérillas et terrorismes irakiens ; que partout, de l'Afrique aux Balkans, les peuples sont victimes des parties en conflit, et parfois leurs otages, comme à Madrid il y a peu ; surtout, que les pressions de l'opinion de tous (populations autochtones, de la métropole ou mondiales) ne peuvent être ignorées par les forces. **Une troisième évolution est la place des villes**, puisque les zones urbaines

sont définitivement nos zones d'opérations contemporaines. On voit bien que les grandes mégapoles de l'Afrique ou du Moyen-Orient sont simultanément le lieu de concentration de ces populations et la place des affrontements. Ces évolutions expliquent pourquoi il est aujourd'hui bien plus difficile de construire la paix qu'hier. **Ces évolutions illustrent surtout à quel point les notions de "haute" et "basse" intensités sont discutables** : pour les civils comme pour les militaires, cette distinction très théorique devient caduque lorsque les obus pleuvent, **et celui qui reçoit alors les coups se trouve de facto en "haute intensité", pendant que celui qui les donne reste peut-être en "basse intensité" !**

L'idée d'un forum pluridisciplinaire que vous représentez dans cette salle découle directement de ces évolutions : **la nécessité de réfléchir et d'agir avec des acteurs différents, venant d'horizons variés, est manifeste pour bâtir la paix dans un tel contexte.** Il ne s'agit pas seulement de construire une doctrine interarmes ou interarmées, ou même interministérielle - ce qui est en soi déjà indispensable - mais plus encore d'établir une véritable relation civilo-militaire continue, pour tendre vers une réelle pluridisciplinarité associant les domaines financiers, humains, médiatiques, écologiques, culturels, religieux et militaires.

Cela n'exclut pas, bien au contraire, de **prendre en compte quelques caractéristiques du combat moderne** :

- il est vrai que nos armées mécaniques et électroniques sont mises en défaut, alors même qu'elles exploitent de mieux en mieux la vitesse et l'information. En réalité, nos adversaires utilisent nos atouts pour les retourner contre nous, **et à la vitesse de nos actions ou de nos armes, ils opposent le temps long**, en tablant sur la faiblesse des démocraties à conduire la guerre dans la durée. De façon identique, **à la circulation rapide des informations et aux différents concepts "réseau-centrés", capables d'acquiescer et traiter toujours plus vite des cibles fugaces, ils opposent l'absence même de cibles**, déjouant par là notre atout technologique.
- Et pourtant, **la numérisation demeure un atout sans précédent !** Je reviens de Nîmes, où se déroulait l'exercice d'expérimentation de la 6^e brigade légère blindée : j'ai vu les actions s'enchaîner dans la manœuvre avec une fluidité étonnante. En Israël, j'ai vu Tsahal réagir en contrôle de zone avec une efficacité redoutable grâce à des moyens multipliés par la numérisation, et l'on constate combien cette numérisation facilite aussi leurs actions en zone urbaine.



L'armée a donc tout intérêt à se doter de ce multiplicateur d'efficacité, et à disposer rapidement de technologies disponibles dans le monde civil : c'est pourquoi il nous faut développer la notion "**d'adaptation réactive**", sur laquelle nous reviendrons probablement cet après-midi.

Enfin, pour nous guider sur l'action militaire renouvelée, nous sommes amenés à réfléchir sur la pertinence des principes de l'emploi de nos forces, ainsi que sur quelques schémas. Même si les frontières entre ces différentes phases ne sont jamais étanches ou définitives, laissons-nous guider par les trois phases chronologiques principales des conflits que sont l'intervention, la stabilisation et la normalisation.

Et il convient peut-être d'appréhender également de nouveaux principes des engagements, complémentaires des principes "classiques" de la guerre, chers au maréchal FOCH :

- **la gradation des effets**, correspondant à la concentration des efforts. Elle consiste à employer ses moyens (puissance de destruction, mais aussi de dissuasion, d'influence ou de contrainte non destructrice) de façon modulable et réversible ; l'adversaire doit à la fois comprendre qu'il peut toujours être anéanti, mais aussi entrevoir une issue honorable car il pourra en effet, dès demain, être notre partenaire...

- **la préservation des hommes**, en regard de l'économie des moyens. Il ne s'agit pas uniquement de préserver telles vies militaires ou civiles, le plus possible (ce qui est primordial en soi) mais au-delà d'éviter toute destruction d'infrastructures physiques ou sociales, qui ne soit pas indispensable à la manœuvre, ou a minima de prévoir leur remplacement dès la conception de l'action.

- **la légitimité des actions**, complément de la liberté d'action du chef. Souci constant du chef militaire comme de la Nation, la cohérence de l'action militaire - comme d'ailleurs celle de l'action politique - ne peut se passer de cette légitimité, qui se traduit dans les comportements des soldats, dans les choix tactiques comme dans

les décisions stratégiques. Faire, mais aussi, encore une fois, savoir-faire et faire-savoir se trouvent dès lors intimement mêlés pour faire adhérer les populations du théâtre d'opération comme celle de la France et de l'opinion publique mondiale. La légitimité est à ce prix : faire adhérer les peuples.

Je vous propose de développer avec nous ces réflexions, non exhaustives, **à partir de quelques leçons apprises des conflits actuels**, que nous exposera le Colonel PREVOST, chef de la division de la recherche et du retour d'expérience.

Auparavant, je laisse la parole au général RANNOU, de la CEIS (Compagnie européenne d'intelligence stratégique), organisme sans lequel nous n'aurions pu préparer aussi bien cette rencontre. J'en remercie par avance Monsieur DARASSON et Monsieur CONESSA, ainsi que leur *staff*.

Les exposés résumés de la Direction de la recherche et du retour d'expérience (DREX) du CDEF, supports de la réflexion

Intervention ou stabilisation : tenir compte des enseignements des opérations passées et en cours pour préparer celles à venir



Premier exposé Intervention-stabilisation

L'intervention américaine et britannique en Irak en 2003, lors de sa phase offensive, a cruellement montré que **la guerre conventionnelle n'était pas morte**.

Il y a eu combat, combat classique, finalement assez comparable aux grands conflits de notre histoire. **On a donc assisté au retour de la bataille aéroterrestre** : un corps de manœuvre rapide, de haute technologie, appuyé par des feux puissants, a

écrasé en moins de trois semaines un ennemi conventionnel, en théorie, plus nombreux et installé en défensive.

D'ailleurs, le succès de cette offensive initiale s'explique avant tout, selon les propos mêmes du général MYERS, président du comité des chefs d'état-major, par la **remarquable synergie de l'engagement des moyens interarmées**, notamment lors de grandes opérations comme sur la presqu'île d'Al Fao, en combinant des feux de toute nature.

Mais ces moyens n'ont **pas été employés de façon séquentielle**, comme cela avait été le cas lors de la première guerre du Golfe ou au Kosovo, mais de façon quasi simultanée, selon le principe émergent d'**Effects Based Operations** (opérations basées sur les effets), qui précise que tous les moyens vont concourir à la réalisation de l'effet final recherché, à savoir dans le cas qui nous intéresse, la chute de Saddam Hussein.

Cette combinaison optimale des effets interarmées a été en grande partie facilitée par les progrès liés aux **nouvelles technologies de l'information**.

Ainsi, dans la continuité de l'engagement de 2001 en Afghanistan, la guerre d'Irak a constitué un véritable laboratoire du concept américain de *Network Centric Warfare* (guerre réseau-centrée).

En particulier, la mise en réseau des moyens de renseignement et d'agression a considérablement réduit **les délais de réaction et de frappe**. Il s'agit dans un temps toujours plus raccourci de détecter, d'analyser et de détruire l'adversaire avec précision. Ce qui contribue à accélérer le rythme de la bataille. En fait, jamais les Irakiens n'ont eu le temps de réagir : leurs forces ont subi la pression alliée jusqu'à leur désagrégation.

Mais l'engagement au sol et jusqu'au cœur des villes, a aussi été certainement rendu possible par la prise en compte par les alliés des risques de pertes : **le concept "Zéro mort" est bien loin**.

Surtout, les troupes bénéficiaient de la quasi invulnérabilité que leur conféraient leurs blindés modernes et leurs protections individuelles.

Cependant, simultanément aux actions de force, les alliés ont dû faire face à la guérilla sur leurs arrières et assurer les besoins humanitaires de la population irakienne.

L'imbrication de ces types de mission lors d'une intervention est résumée par l'expression anglo-saxonne de **Three Blocks War** : dans un même compartiment de terrain, une unité mène un combat classique, tandis qu'une autre contrôle un quartier, pendant que la troisième facilite le retour des institutions locales et un semblant de normalité.

La fin des opérations majeures, annoncée peut-être un peu prématurément le **1^{er} mai 2003** par le président Bush, a en fait marqué le **début de la phase de stabilisation** pendant laquelle il importe aussi de rester capable d'actions de force.

Car gardons en mémoire que **la phase de stabilisation est avant tout une phase d'instabilité**.

Oui, d'autant plus que la résistance irakienne s'est révélée beaucoup plus coriace que l'état-major allié ne se l'était initialement imaginé. Ne pouvant affronter la puissance militaire de la coalition, l'adversaire cherche à exploiter ses faiblesses. **Le terrorisme et la guérilla**, modes d'action

du faible, manifestent le caractère asymétrique de la confrontation.

Mouvements de foule, attentats, embuscades, enlèvements sont devenus le quotidien des forces alliées. Les terroristes n'hésitent pas à utiliser des infrastructures et des moyens protégés par le droit international (lieux de culte, ambulances) ainsi que la **population civile** comme bouclier humain.

De plus, cette guérilla quasi généralisée n'exclut plus désormais, notamment dans les localités, une capacité d'organisation, certes encore limitée, mais réelle.

Il suffit d'observer **l'âpreté des combats**, d'une intensité impressionnante dans Falloudja et Nadjaf, par exemple. Dans ce cas on peut parler de combats dissymétriques.

En tout état de cause, l'Irak semble s'être installé dès la fin 2003 dans une instabilité chronique assez semblable à la situation en Israël et dans les territoires palestiniens, et ce, depuis le début de l'Intifada Al-Aqsa. Si l'issue de l'intervention alliée ne peut pas encore être prédite, il paraît désormais clair que **la crise risque de durer** et que la population irakienne en devienne l'otage.

L'opération Iraqi Freedom a rappelé aux alliés, parfois à leurs dépens, que **les principes traditionnels de la guerre doivent être adaptés aux contraintes des engagements contemporains**.

Ainsi **la légitimité de l'intervention militaire** est devenue un préalable nécessaire à la liberté d'action du chef : non seulement le cadre de l'intervention, mais aussi le respect des coutumes locales.

De même, l'économie des moyens, second principe de la guerre, implique **l'indispensable préservation des hommes**.

Enfin, la concentration des efforts ne peut se concevoir sans **la gradation des effets**. Il s'agit bien sûr de la réduction des dommages humains et matériels.

Ces principes, loin d'être théoriques, fédèrent d'ores et déjà les réflexions de l'Armée de terre et plus particulièrement du CDEF en matière de fonctions opérationnelles et de doctrine.

Second exposé Stabilisation - normalisation

Les forces françaises ont souvent été engagées ces dernières années dans des opérations de **stabilisation**, que ce soit notamment en Afrique, au Moyen-Orient, dans les Balkans, ou plus récemment en Afghanistan. Ces opérations, faut-il le rappeler, ont comporté des actions dures, car elles devaient maintenir un caractère dissuasif. Les pertes subies par l'armée française témoignent de l'intensité des combats.

Chaque fois, les soldats français ont dû faire **face à des situations complexes, toujours au contact des populations**. Car il



US ARMY

existe une réelle complicité entre les civils et les militaires sur le terrain.

Les forces terrestres ont vite compris que **le contrôle continu de leur environnement était le facteur principal de succès**, afin de gagner au plus vite la sympathie de la population.

En effet, la finalité de toute opération est le rétablissement des institutions politiques, auxquelles les forces apportent leur soutien, par exemple lors des élections. Plus généralement, elles participent, avec notamment les équipes d'actions civilo-militaires, au retour des conditions d'une vie normale.

C'est ce qu'on appelle la **normalisation**, phase à partir de laquelle les forces militaires passent au second plan.

Dans ce monde complexe et changeant, nos forces doivent donc nécessairement **adapter leur doctrine et leurs moyens aux défis nou-**

veaux auxquelles elles sont confrontées. Les conflits récents, et en particulier l'Irak, ont montré la nécessité de conserver toute une palette de moyens, allant du lourd au léger. D'abord, il s'avère indispensable de disposer d'une infanterie légère bien équipée et très mobile pour **le contrôle continu du terrain**.

Mais nos soldats doivent également être **bien protégés**. Ils doivent disposer de transports de troupe blindés modernes, de type VBCI, par exemple.

Dans le même esprit il faudra aussi à court terme renouveler notre blindé moyen, l'actuel AMX 10 RC - dont l'effet dissuasif n'est plus à démontrer - par un blindé qui combine **mobilité et protection face aux armes antichars** qui prolifèrent sur tous les théâtres d'opération.

Le retour d'expérience a montré qu'il fallait également lutter contre les mortiers, ou contre les roquettes, utilisés de façon plus ou moins artisanale.

L'emploi de **drones**, voire de **robots terrestres**, participe de la même **logique de préservation des hommes**.

De même, les crises récentes confirment toutes que **les agglomérations constituent désormais le lieu de confrontation privilégié et le véritable enjeu des belligérants**. C'est pourquoi il convient d'adapter à ce milieu extrêmement exigeant, notre entraînement, comme l'a fait *Tsahal* dans les territoires palestiniens, mais aussi nos équipements, comme sont en train de le faire les Américains. Par exemple, le contrôle des foules nécessiterait de disposer de **moyens spécifiques modernes** pour identifier et neutraliser les meneurs, et pour suivre la situation en temps réel.

La **numérisation du champ de bataille** pourrait constituer un élément de réponse aux défis, que nous venons d'évoquer. Cela dit, aujourd'hui nous ne sommes pas en retard sur nos alliés, notamment britanniques.

D'ores et déjà, nous maîtrisons ce qui est une véritable révolution : à savoir la connaissance instantanée et le suivi permanent de la position de nos formations aux plus bas échelons.

De ce fait, dans la conduite de leur action, devenue ainsi plus fluide, les unités bénéficieront d'une **plus grande liberté d'action**.

La numérisation est un véritable **multipliateur de force**, surtout, lorsqu'elle innovera les groupements tactiques jusqu'au niveau des combattants individuels.

D'évidence, nous conduisons, en marchant, une réelle transformation du combat. Et c'est pourquoi l'Armée de terre, engagée en permanence, **a besoin d'équipements rapidement disponibles**, éventuellement sur étagère, quitte à effectuer certaines expérimentations sur le théâtre même des opérations.

En d'autres termes, nous devons **tendre vers une adaptation réactive**. D'autant plus que personne ne peut dire avec certitude aujourd'hui à quoi ressembleront les conflits de demain.

Et, il apparaît de plus en plus difficile d'investir dans le long terme sur des systèmes d'armes qui risquent de se révéler inadaptés aux défis de l'avenir...

Certains se hasardent pourtant à imaginer le futur de la guerre comme dans les films d'anticipation américains. Mais il n'est pas sûr que ce futur-là constitue une réponse correcte aux menaces émergentes. En effet, **cette indispensable transformation doit respecter notre culture militaire propre, être adaptée à nos véritables ambitions et rester pragmatique.**

De plus, n'oublions pas que **la normalisation et le retour de la paix durable sont les plus belles récompenses que nos forces peuvent espérer**. C'est pourquoi elles s'impliquent cœurs et âmes dans leur mission. Car, les héros de cette aventure, ce sont nos soldats, mais aussi les acteurs politiques, diplomatiques, économiques qui, tous, œuvrent pour la paix.



Synthèse des interventions et débats du 29 novembre 2004

RETEX et prospective

L'extension nécessaire du champ de la réflexion

Les défis auxquels sont aujourd'hui confrontées nos forces armées ne tombent pas du ciel. Le mouvement fut engagé par l'Armée de terre au début des années 1990, donnant lieu, dès 1994, à une réflexion active sur la dimension civilo-militaire de l'engagement des forces. Les déconvenues des premières expériences en Bosnie-Herzégovine, liées aux carences et ambivalences des mandats onusiens, rendirent l'institution militaire quelque peu réticente à une mutation soudaine de ses missions dans un contexte international lui-même bouleversé, mais c'est bien un Livre Blanc "sur la défense **et la sécurité**" qui parut en 1994, traduisant l'extension impérieuse du champ de la réflexion aux voies nouvelles de la préparation, de l'encadrement et du commandement de nos soldats dans des engagements aux contours inédits.

Déjà affleurerait l'un des paradoxes les plus troublants de notre modernité stratégique : **le rôle accru des individus déployés sur le théâtre du fait même des avancées technologiques**. Peu à peu, au fil des interventions extérieures et dans un contexte international de résurgence de conflits jusque là assourdis par "l'équilibre de la terreur" bipolaire, la sophistication des systèmes d'armes du camp occidental se révélait peu à peu simplement inadaptée, faute d'adversaire à sa mesure. D'autres découvertes suivraient : le rôle central des populations, à l'heure où les "armes intelligentes" auraient pu laisser imaginer des affrontements aseptisés ; les prémices de "l'asymétrie", avec l'émergence décisive, depuis 2001, de nouvelles modalités de résistance à notre suprématie technologique pour en invalider le verdict. Ainsi s'imposaient

aux armées l'urgence d'une mutation intellectuelle et doctrinale, la nécessité d'inventer une nouvelle manière de penser et d'organiser leurs forces, de décrire et de traiter l'ennemi, de développer un dialogue dynamique avec les industriels chargés d'imaginer les outils de leur efficacité.

Au risque de choquer, cette nouvelle manière de penser doit **inciter à l'indiscipline intellectuelle et l'exigence éthique comme préalable à toute décision, plus que jamais nécessaire du fait même de l'asymétrie**. Quel que soit l'adversaire, les inévitables divergences mais aussi convergences éthiques conduisent en effet nos forces armées à parer un obstacle double : il s'agit de se garder d'un excès d'angélisme, qui nous rendrait vulnérables vis-à-vis de modes d'action sortant de notre référentiel éthique, comme d'un excès de conformisme ou d'ethnocentrisme, qui nous exposerait à l'inadaptation et à l'obsolescence.

Ensuite, s'agissant de nos propres forces, il existe inévitablement un fossé entre nous et nos alliés de circonstance, qui doit nous pousser à adapter nos dispositifs et nos modes d'action, ce qui suppose de ne pas escamoter la réforme nécessaire de la formation militaire qui doit davantage s'ouvrir à la science politique, la sociologie, la diplomatie, et aux arcanes du dialogue interculturel. N'oublions pas que désormais, **la défaite ou la disqualification militaire ne signifie plus la reddition politique, mais correspond à une phase de déstabilisation et de guérilla, après que les unités régulières aient subi un KO technologique**. L'ennemi choisit même parfois délibérément d'esquiver tout affrontement, sachant les armes inégales, et bascule dans des modes d'action volontairement asymétriques.

Considérations géopolitiques

La critique est donc certes douloureuse, mais salutaire. Une véritable “conversion du regard” doit nous libérer d’obsessions contreproductives, comme celle qui, bien souvent, nous enferme dans les schémas de pensée obsolètes du temps de la guerre froide. **Nous sommes pourtant passés, sans coup férir, de “l’endiguement” au “refoulement” (roll back) volontariste de l’impérialisme russe, sous couvert d’une bien commode et prétendument irréversible “globalisation”.** La présence de troupes américaines en Georgie, Ouzbékistan, Kirghizstan comme l’allégeance sans complexe aux intérêts américains des nouveaux membres hongrois, roumain et bulgare de l’OTAN ont offert à l’Amérique de sérieux points d’appui politiques à son intervention en Irak.

Quant au bras de fer récent, par marionnettes interposées, entre Washington et Moscou à propos du sort de l’Ukraine, on conviendra aisément qu’il dépassait de beaucoup le débat sur “l’avenir de la démocratie” dans ce pays pour révéler l’ampleur des reconfigurations des équilibres de puissance et d’influence en cours à l’échelle

mondiale. Les Russes défendent âprement ce qu’ils considèrent comme leur “pré carré” contre un “entrisme” politique occidental qui n’a d’ailleurs que peu à voir avec la promotion de vertus politiques, mais beaucoup plus avec la préservation et le développement d’intérêts économiques, énergétiques et militaires.

Le premier mandat de Georges W. Bush a vu la cristallisation du pouvoir autour du vice-président Richard Cheney, devenu un personnage surpuissant. L’arrivée de Condoleezza Rice au *State Department* donnera sans doute plus de cohérence et de continuité à la politique étrangère américaine, sans pour autant provoquer de rupture d’importance. Le projet américain de “Grand Moyen-Orient” n’a d’ailleurs que peu à voir avec le règlement du conflit israélo-palestinien, qui devrait être laissé à sa dynamique propre. Les Etats-Unis restent avant tout préoccupés par “la question irakienne”, dont il faut pouvoir afficher à moyen terme le “règlement”, même de façade, et l’avenir de l’Iran, qu’il s’agit d’empêcher de devenir une puissance nucléaire.



OTAN

De la guerre moderne : permanences et ruptures

Pour appréhender, dans leur complexité, les mutations géostratégiques en cours et prendre la mesure de leurs incidences sur nos forces comme sur les réformes à engager, il convient en premier lieu de ne pas mésestimer **l'évolution de la sensibilité du "néo-civilisé occidental"** : le politique juge impossible, depuis en fait 1984 (avec le choc de l'attentat au Liban en septembre 1983 et le retrait des forces occidentales qui s'ensuivit), même au nom de la "guerre à la terreur", de faire admettre des pertes conséquentes. Alors que l'Amérique perdit

"l'ennemi" de disposer d'un potentiel d'impact psychologique démesuré pour toute mort occidentale obtenue.

En second lieu, il ne faut pas surestimer l'ampleur des ruptures en cours : **Les concepts de "basse intensité", d'asymétrie, du rôle dominant des villes et du combat urbain, de l'importance des civils dans la guerre ne sont pas nouveaux.** La Révolution française ou bolchevique, les batailles de Saïgon et d'Alger les ont déjà mis en scène. La novation réside surtout dans les modalités opérationnelles de "l'ennemi" (et sans doute dans ses objectifs), non dans son parti pris de rupture avec une logique d'affrontement classique. On pourrait d'ailleurs affirmer qu'est "asymétrique" tout conflit où les USA sont impliqués (du fait de leur surclassement technologique et militaire) et que tout conflit peut être dit de "basse intensité" à partir du moment où ils n'y sont pas engagés... Si pour certains, l'asymétrie est donc une fatalité, d'autres mettent l'accent sur une "dissymétrie" se traduisant par le différentiel entre un ennemi ayant l'efficacité opérationnelle et des "alliés" disposant de l'autonomie stratégique. **Il existe néanmoins d'autres dissymétries inquiétantes, comme la disproportion colossale dans l'effort budgétaire alloué au domaine spatial par les USA, qui y consacrent 5% de leur effort de défense et par l'Europe, qui lui en abandonne 0,6%...** Bruxelles doit oser tirer les leçons de ce "gap" vertigineux et des conséquences d'une telle impéritie. Il lui faut affecter les masses budgétaires correspondant à ses choix technologiques affichés et se souvenir du principe américain toujours en vigueur : "une génération (technologique) d'écart avec nos alliés, deux avec nos ennemis"...

plus de 50 000 hommes au Vietnam avant d'estimer devoir politiquement renoncer à son aventure militaire, la première "Guerre du Golfe", en 1991, fut officiellement la guerre du principe du "zéro mort" (du côté des forces alliées) et l'occasion du sacre d'une illusion, celle des armes dites "intelligentes" et des "frappes chirurgicales" discriminant à coup sûr les cibles matérielles ou militaires des populations civiles.... Dans ce conflit comme dans l'actuelle aventure irakienne, on rechigna clairement à donner des estimations du nombre de victimes ennemies aux opinions publiques, de la même façon que l'on ne lâche aujourd'hui que sous la contrainte médiatique, le chiffre des pertes américaines (sans parler des blessés). Cette pusillanimité politique occidentale permet à

Dans le contexte géostratégique actuel, **la victoire est plus que jamais politique, avant d'être uniquement militaire.** La notion "d'effet final recherché" résume bien cette essence politique de la victoire militaire. Au-delà d'une coercition nécessaire, il s'agit de "conquérir les cœurs" et de décliner aux niveaux stratégique, opératif et tactique, les moyens militaires subordonnés à cet horizon. La nécessaire identification des tendances lourdes pour



US ARMY

faire les bons choix capacitaires, à l'horizon de 40 ans, confère donc au **RETEX** et à **la prospective une importance croissante et les place dans une relation dialectique féconde**. Les forces armées sont au croisement de ces deux approches qui doivent être menées de manière simultanée.

A horizon de 20 ans, les capacités des forces terrestres s'appuieront, certes, sur les avancées technologiques, notamment en matière d'intelligence artificielle, mais **leur supériorité décisionnelle reposera avant tout sur une conception extensive de la notion d'intelligence. C'est bien en effet l'intelligence politique, celle des équilibres, des hommes et des cultures, celle qui permet une compréhension et une appréciation fines de situation, celle qui ne craint ni l'intuition, ni le doute qui, *in fine*, leur permettra de matérialiser la victoire militaire par un contrôle efficace et durable du milieu.**

Il s'agit donc de déterminer si nous sommes véritablement entrés dans une nouvelle ère de conflictualité.

L'observation de la typologie des conflits fait apparaître une relative stabilité. Mis à part le risque de prolifération balistique et nucléaire désordonnée, on assiste à une certaine permanence des affrontements militaires symétriques, opposant des arsenaux classiques équilibrés, dans des zones hors Europe où nous risquons devoir être engagés. La dissymétrie de certains conflits joue toujours en notre faveur, guerres de "forts" entre eux, avec un décalage de potentiel, mais pas de différence de nature. Il n'y a donc en apparence pas là de véritable nouveauté non plus, même si l'on observe quelques **paramètres inédits tels que la recherche de coalition (affichée en tout cas) ou celle d'un rapport de forces écrasant.**

Bien sûr, il y a la résurgence violente de la tentation de l'asymétrie militaire, du côté des régimes anti-démocratiques, mais peut-on vraiment s'étonner du recours à cette asymétrie, seule stratégie possible du "pauvre", qui doit changer les règles du jeu pour avoir une chance de déstabiliser son adversaire ?

Dans le champ des menaces en revanche, on constate l'émergence de nouveaux phénomènes, dérivés d'une combinaison entre

des facteurs géostratégiques (apparition de pays de non - droit ou d'Etats "terroristes"), des liens entre réseaux d'économie parallèle et nouveaux acteurs exprimant de fortes revendications identitaires ou confessionnelles et surtout l'accès de ces nouveaux acteurs à des technologies à fort potentiel militaire mais à coût bas (missiles sol-air portables, disponibles partout à vil prix, drones premier prix, réseaux GSM cryptés, moyens de brouillage...) . Si la haute technologie reste très chère, la technologie militaire de basse et moyenne gamme est devenue assez bon marché, donc accessible, et peut menacer nos forces terrestres dans leurs engagements.

Last but not least, la désormais **systématique implication des populations civiles** au sens large, d'un côté comme de l'autre, modifie nécessairement en profondeur l'action de forces terrestres animées par le respect de valeurs humaines. A tous les stades d'une "crise", l'imbrication de ces populations **à la fois contrainte militaire, enjeu de la guerre psychologique, acteur militaire actif ou passif** (refuge, recrutement), les place, *nolens volens*, au centre des pré-occupations militaires.

On peut conclure de ces observations qu'émergent de nouvelles conflictualités, qui conduisent à **l'effacement, aux niveaux opératif et tactique, de la confortable dichotomie militaire entre coercition et maîtrise de la violence au profit d'un continuum dilué et d'un écrasement des phases théoriques d'intervention et de stabilisation.** Celles-ci se chevauchent, une longue période de calme pouvant être clairsemée de brèves sursauts de violence intense, de la même façon qu'une période de calme peut survenir entre plusieurs phases de violence.

Les “fondamentaux” des forces armées de demain

Ces évolutions rendent évidente la menace sur les forces terrestres et doivent les conduire à adapter leurs capacités à tout le spectre des engagements possibles. Loin de l'utopie britannique du “*first in, first out*”, l'idée serait plutôt de rendre possible le “*first in, quick out*”, grâce à un outil militaire plus puissant, plus projetable, plus réversible, plus polyvalent. Sa performance dans ce nouveau contexte reposera sur deux axes principaux de supériorité opérationnelle :

- un partage permanent de l'information au sens large (données techniques et tactiques, renseignements). La maîtrise des flux d'informations, leur recueil, leur traitement et leur exploitation partagée et contrôlée à tous les niveaux et de manière simultanée permettent des opérations “info-valorisées” ou, pour complaire au concept américain de *Network centric Warfare (NCW)*, “réseaux-centrées” ;

- une maîtrise des frappes (précision, dosage), mais aussi des mouvements (flux, projection).

La mise en place d'un modèle de manœuvre info-valorisée, pour intervenir sur tout le spectre des engagements à un moindre coût humain et matériel, se trouve donc au coeur de notre évolution capacitaire.

Ces axes d'effort ouvrent la voie à de nouveaux champs de réflexion tactique parmi lesquels :

- la recherche de la limitation de la phase de contact ;
- une décentralisation de la conduite de la manœuvre tactique, qui suppose le développement d'une culture de l'initiative et donc une modification des structures classiques de commandement ;



- une intégration de tous les acteurs agissant en synergie, et, en amont, un renseignement et une logistique mieux adaptés ;
- un effort de renseignement en planification comme en conduite, à tous les niveaux, y compris tactiques, et avec une évaluation permanente ;
- une connaissance de la situation politique, de l'environnement physique et humain, des intentions des acteurs, des opportunités (bref, tous les éléments d'une véritable appréciation de situation). Cette forme d'intelligence recouvre aussi l'appréciation du strict niveau de létalité nécessaire des modes d'action et des armements, particulièrement en mission d'imposition ;
- une capacité chez les chefs à expliquer le sens de l'action et sa légitimité.

Par ailleurs, **les forces terrestres devront avant tout faire porter leur effort sur les villes, principal théâtre d'intervention dans le futur.** L'Afrique est le champ d'une formidable expansion humaine où vont se mener des combats de subsidiarité, au plus petit échelon. Aussi, dans un contexte où les moyens militaires de l'ennemi sont et devraient rester relativement rustiques, mais où les affrontements urbains face à des populations jeunes vont se multiplier, appuyés par une forte propagande médiatique et des tentatives de compromission systématiques (exemple typique de la Côte d'Ivoire), on peut imaginer que l'unité d'emploi des crises futures sera la section travaillant avec des hélicoptères et des avions. Plus concrètement encore, si l'on peut raisonnablement imaginer que le char lourd restera l'instrument principal du combat, et que les règles d'engagement à venir ne seront pas modifiées par l'Irak, il semble que l'on doive assister, grâce aux progrès de la numérisation, à une accélération du *Blitzkrieg* face à un adversaire assez faible. Quant à l'importance de "l'empreinte logistique", on peut en souhaiter la réduction pour moins de vulnérabilité et d'inertie, sans oublier cependant qu'elle reste l'outil privilégié de la liberté de manœuvre du général sur le théâtre et donc que sa sécurisation s'imposera toujours, accroissant par conséquent coûts en équipement et en personnel de protection. S'agissant de l'engagement en coalition, si possible en développant le concept assez

efficace de "nation pilote", il a été rappelé que l'interopérabilité changeait de nature du fait de l'imbrication de petites unités dispersées, des contraintes du *Network Centric Warfare* (NCW) qui impose un "interphasage" sans perte de temps. **Le niveau d'interopérabilité recherché augmente donc et s'étend non seulement aux équipements et aux procédures, mais aussi aux missions et aux doctrines,** les normes OTAN venant progressivement à se confondre avec les normes américaines...

Sur un plan plus général, on ne peut que rappeler les **risques associés au mouvement général d'externalisation des affaires de défense** qui, pour apporter des réponses notamment budgétaires de court terme, expose en profondeur la nation à une déliquescence du lien qui l'unit à ses armées et à une perte du sentiment patriotique en général. De ce point de vue, l'exemple anglo-saxon de privatisation, de sous-traitance massive de pans entiers de l'activité militaire, qui s'apparente à certains égards, à une "mercenarisation" et dont on a pu entrevoir les errances et les excès avec le récent scandale sur les tortures dans les prisons irakiennes comme à Guantanamo, sont là pour nous appeler à la vigilance et à la modération.

L'interarmisation enfin, logistique comme doctrinale, reste une nécessité impérieuse du point de vue des forces terrestres. Si celles-ci sont le cœur et l'instrument premier de la manœuvre de crise, les composantes aérienne et maritime de notre outil militaire sont appelées à les appuyer et à les soutenir avec réactivité dans leurs futurs engagements au sol, voire à prendre en charge la conduite de certaines phases de rééquilibrages des rapports de forces ou de changements d'orientation, voire d'élargissement des théâtres d'action.

Bref, c'est une véritable révolution culturelle qu'il faut initier pour gagner la paix après la victoire et développer les pendents nécessaires aux trois grands principes d'engagement chers au Maréchal FOCH de concentration des efforts, d'économie des moyens et de liberté d'action, que sont désormais la gradation des effets, la préservation des hommes et la légitimité des actions :

- **la gradation des effets, correspondant à la concentration des efforts.** Elle consiste à employer ses moyens (puissance de destruction, mais aussi de dissuasion, d'influence ou de contrainte non destructrice) de façon modulable et réversible ; l'adversaire doit à la fois comprendre qu'il peut toujours être anéanti, mais aussi entrevoir une issue honorable.
- **la préservation, en regard de l'économie des moyens.** Il ne s'agit pas uniquement de minimisation, c'est-à-dire de préserver telles vies militaires ou civiles, le plus possible (ce qui est primordial en soi) mais au-delà d'éviter toute destruction d'infrastructures physiques ou sociales, qui ne soit pas indispensable à la manœuvre, ou a minima de prévoir leur remplacement dès la conception.
- **la légitimité, complément de la liberté d'action du chef.** Souci constant du chef militaire comme de la Nation, la cohérence de l'action militaire - comme d'ailleurs celle de l'action politique - ne peut se passer de cette légitimité, qui se traduit dans les comportements des soldats, dans les choix tactiques comme dans les décisions stratégiques. Faire, mais aussi, encore une fois, savoir-faire et faire-savoir se trouvent dès lors intimement mêlés pour faire adhérer les populations du théâtre d'opération comme celle de la France et de l'opinion publique mondiale. La légitimité est à ce prix : faire adhérer les peuples.

Irak : chronique d'une victoire difficile

L'actuelle intervention américaine en Irak offre à l'observateur un certain nombre de traits caractéristiques d'une mutation inquiétante, puisqu'elle brouille les atten-

due idéologiques dans le propre camp occidental qui fondaient depuis un demi-siècle le droit international.

1^{re} nouveauté : l'importance de la précision et de l'observation aérienne et satellitaire dans la préparation puis la conduite de l'affrontement. La phase de guerre aérienne a été très performante. Pour l'Amérique, les ennuis ont commencé au sol. Dès lors, **la suprématie technologique est apparue impuissante** et le politico-militaire, avec ses subtilités et ses inconnues, a pris le pas. Pour ne prendre qu'un exemple, celui de "la prise" de Falloudja, le bilan des pertes américaines (plus de 50 morts et de 450 blessés) est en apparence modeste mais de fait conséquent au regard de la longue préparation de l'offensive et de l'ampleur des moyens mis en œuvre. Certaines sources évaluent le nombre de blessés et de personnes atteintes psychologiquement à plusieurs milliers d'hommes !



US ARMY

2° nouveauté : la seconde guerre d'Irak est une **"guerre de choix"**, non de nécessité, qui a conduit à écarter d'un revers de manche toutes les oppositions de bon sens en amont (avertissements des arabisants...). L'impact de ce glissement est considérable, potentiellement chargé de risques de dérive. Sa contre-exemplarité est trop évidente pour devoir être développée, mais on peut gager que ce dangereux précédent ouvre une vaste "boîte de Pandore" aux ambitions et aux vengeances d'autres acteurs de la déstabilisation mondiale. Car il faut bien reconnaître que l'Amérique a, de sa propre initiative et pour ses propres intérêts, pris la responsabilité de fragiliser une région déjà instable et de bouleverser des équilibres insatisfaisants mais qui préservaient le monde de l'embrasement. Ce volontarisme a conduit à l'instrumentalisation d'une situation pour des bénéficiaires largement privés. Il est aujourd'hui encore difficile de mesurer l'impact du choix de Washington. Néanmoins, **la radicalisation consécutive de l'affrontement avec les figures de l'Islam radical et surtout le paradoxe d'une victoire militaire conduisant au borbier stratégique, sinon politique, semblent de mauvais augure pour un apaisement de la violence du monde.**

3° nouveauté : le mouvement de privatisation de la guerre semble atteindre des proportions qui menacent sa cohérence comme sa légitimité. L'implication massive d'intérêts privés dans la décision comme dans la mise en œuvre du conflit (intendance, entreprises de sécurité) jusque dans ses plus sombres effets (même la torture fut en quelque sorte "sous-traitée" à la Garde nationale) induit un risque de dérive du processus décisionnel politique américain.

4° nouveauté : comment se fait-il qu'après 18 mois, l'épaisseur de l'insurrection semble toujours s'accroître au lieu d'être réduite ? Parce qu'à la différence d'autres insurrections, les armes (entreposées en zone sunnite), l'argent et l'appui préexistaient et que la résistance irakienne se confond avec le noyau d'un appareil d'Etat (Garde républicaine, Garde personnelle de Saddam Hussein, Services de renseignement regroupant environ 33 000 personnes). Un peu comme si, osant une comparaison audacieuse, c'étaient les cadres de l'Armée secrète qui, sous l'impulsion du général FRÈRE, non contents de cacher

armes, personnel et organisations dès l'automne 1940, avait immédiatement débuté des agressions armées contre les Allemands... Les menaces qui pèsent sur le processus électoral débuté, ainsi que sur le rétablissement prochain des pouvoirs exécutif et législatif, ne sont pas moins grandes, alors que les Chiites en attendent les moyens d'une dictature, que les frustrations sunnites sont évidentes et que les Kurdes craignent de se voir à nouveau ôter leur récente marge d'autonomie.

Par ailleurs, **l'enlèvement américain a sans doute été aggravé par la décentralisation du commandement opérationnel tactique** (tandis que la base arrière stratégique demeurait sur le territoire national). En allant trop vite au début de leur offensive et en proie à une saturation informationnelle, les Américains se sont déstabilisés tous seuls et leur outil logistique a semblé s'essouffler. Cette question du **"reach back"**, est importante et rappelle la problématique du chirurgien moderne qui opère à distance et prend le risque d'une perte de contact clinique avec son patient. **Tout l'enjeu de la décentralisation pour le chef, dont la capacité d'initiative doit être cultivée, (même à bas échelon), est de limiter son "déportage" pour lui permettre de rester au plus près du "feeling" et de l'ambiance de ses forces pour pouvoir bien les diriger.**

Rappelons enfin que ce conflit restera unique par le niveau inégalé d'**accaparement de la conduite politico-militaire de la crise, puis de la guerre, par trois hommes**. Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz ont exercé et maintenu un contrôle absolu sur la manœuvre au sens large, court-circuitant largement l'état-major américain qui jusqu'alors avait un droit de regard et d'impulsion sur la politique étrangère. Le théâtre irakien est celui d'une guerre d'idéologues menée jusqu'à la caricature, dont les travers n'existent pas à ce niveau en Afghanistan, au Pakistan ou en Corée. Ainsi, si l'on peut dire que les Etats-Unis ont appliqué en Irak les méthodes tactiques israéliennes, ils ont néanmoins, différence notable et fatale avec Israël, affiché l'objectif d'une "conquête des cœurs et des esprits" alors que les forces israéliennes n'ont jamais eu cette ambition et donc, "réussissent" mieux leur projet de pure coercition.

La problématique industrielle : l'indispensable adaptation permanente

Du point de vue industriel, l'intérêt du RETEX est en premier lieu de comprendre comment se comportent les matériels "en situation", afin d'anticiper sur les modifications demandées par les opérationnels sans attendre que le long processus de réalisation des équipements ait pu aboutir et pour imaginer les besoins futurs et orienter les travaux des équipes de conception.

Au-delà de cet aspect technique cependant, le RETEX recouvre évidemment une dimension humaine et politique. Si la problématique industrielle semble, *a priori*, s'intéresser davantage au technico-opérationnel qu'au politico-militaire, elle nécessite malgré tout, pour être complète, d'anticiper sur les événements, donc de s'intéresser à l'appréciation de situation et de développer des structures internes de réflexion (tel le BSTC - *Battle Space Transformation Center* - de Thales) qui permettent de *confirmer (ou parfois d'infléchir)* les grandes tendances.

Ainsi, la validation de la pertinence du *NCW (Network Centric Warfare)* comme cadre nouveau d'engagement des forces, a conduit à identifier de nouvelles exigences dans la conception des matériels et systèmes d'armes. De même faut-il exploiter les technologies disponibles et les capacités nouvelles offertes en matière de systèmes d'information et de communication pour architecturer différemment les PC, de manière plus souple, modulable, interopérable, décentralisée (allègement en zone d'opération, et report de la planification et

de l'exploitation du renseignement notamment en zone sécurisée), et améliorer la connaissance partagée sur le terrain par le développement de moyens de communication et de senseurs.

Les carences identifiées concernent :

- l'exploitation insuffisante du renseignement (notamment en matière de corrélation) ;
- la détection des menaces en milieu civil ;
- les armes non létales pour la maîtrise des foules ;
- la protection des forces (en phase d'intervention comme de stabilisation) contre les missiles sol-air et les lance-roquettes antichars.

Le RETEX de la présence militaire française en Afghanistan a permis d'évaluer la pertinence de nos moyens par rapport aux missions des forces engagées sur le théâtre et de tirer quelques leçons. Le principal enseignement porte sur **l'intérêt du déploiement de drones tactiques qui apparaissent désormais essentiels dans les situations d'insécurité militaire et pénale des troupes au sol appelées à se multiplier**, puisqu'ils peuvent permettre la permanence et la discrimination de l'information au profit de l'autonomie de décision du chef tactique. Ils permettent également la récolte et le stockage de preuves pour mieux contrer la propagande ennemie et répondre ainsi de surcroît avec transparence aux inévitables commissions d'enquête, qu'exigera de plus en plus la vie d'une vraie démocratie.

La question du "vivier" sur lequel s'appuyer pour exploiter les RETEX est importante. L'Armée de terre, à la pointe de l'évolution, a créé le CDEF. Il reste néanmoins à définir :

- les relations que celui-ci entretiendra avec les autres armées ;
- comment, au niveau interarmées, les différentes cellules dédiées à l'élaboration des doctrines d'emploi propres à chaque armée vont pouvoir nourrir le futur CICDE (Centre interarmées des concepts, doctrines et expérimentations) ;
- comment, enfin, coordonner nos RETEX avec ceux de nos principaux alliés (opérations nationales, en coalition, ou enco-



SIRPA TERRE

re effectuées par d'autres mais riches d'enseignements). Se pose donc la question d'une structure d'échange pour l'heure absente (mise à part FINABEL pour ses dix pays européens membres, en cours d'élargissement à 25).

Les enseignements tirés des conflits (pas seulement les plus récents) soulignent un besoin urgent d'accélération dans plusieurs domaines :

- l'apport du domaine spatial aux besoins des armées (renseignement, communications, positionnement) ;
- les systèmes d'information et de commandement (atténuation du "brouillard de la guerre" et meilleure conduite de la manœuvre) ;
- les armes "intelligentes", précises et adaptées aux nouvelles formes d'engagement.

Or, ces "retours", peu connus, sont les parents pauvres des arbitrages budgétaires. Il faut faire évoluer la situation. C'est cela aussi "l'adaptation réactive". Les contraintes budgétaires (fin des études amont DGA) ne doivent pas paralyser l'innovation, d'autant que de nouveaux chantiers, comme celui de la détection des menaces civiles et militaires de communication s'ouvrent à nos ambitions. Il faut par ailleurs engager un processus permettant d'accélérer la mise en œuvre des programmes. L'horizon minimal actuel de 10-20 ans reste beaucoup trop lourd et il pourrait être utile à cet égard, de développer les pratiques de "crash program".

Là encore, le concept "d'adaptation réactive" comme multiplicateur d'efficacité révèle tout son potentiel de lutte contre

l'inertie et les conservatismes qui contribuent à l'obsolescence de nos matériels par rapport aux transformations accélérées des conditions (modalités) et du contexte des affrontements à venir et aux innovations technologiques civiles, toutes de plus en plus à la portée d'adversaires bien financés.

Au-delà de l'application duale de nombre de technologies, Les grands groupes d'armement gagneraient à se structurer de manière civilo-militaire, afin de décloisonner les logiques pourtant complémentaires mais souvent ignorantes l'une de l'autre de deux mondes interdépendants. **La logique de conception des programmes doit en effet s'adapter en temps réel à chaque conflit, à la militarisation du marché de la sécurité comme à la banalisation des technologies, ce qui suppose une réactivité administrative encore dans les limbes...**

Enfin furent évoquées les perspectives liées à la création de **l'Agence européenne de Défense, dont on ne peut qu'attendre un rôle d'impulsion et de réflexion sur la problématique capacitaire**. Ses objectifs théoriques sont ambitieux : "mieux dépenser", mettre en lumière des besoins opérationnels convergents, inciter les pays européens à fournir un effort comparable à celui de "ceux qui en font le plus", suggérer l'élaboration d'une "programmation militaire européenne" de référence, dans un cadre souple et réactif, pour cadrer les futures lois de programmation nationales. Pour répondre à ces attentes, il faut donc établir un lien entre le volet "capacité" de l'Agence, qui doit elle-même être en phase avec les besoins actualisés des états-majors, et une instance collective européenne à même de tirer les leçons apprises.

Repenser le lien politique - militaire, condition de l'efficacité

Ce thème a parcouru, le plus souvent de manière ouverte et parfois implicitement, la majeure partie des échanges entre intervenants et a fourni matière à une grande partie des questions et points de vue livrés par l'auditoire. Cette dominante mérite d'être relevée, car elle traduit l'importance d'une préoccupation et l'urgence de sa pri-

se en compte au niveau politique. La question de la formation des élèves - officiers au dialogue avec le politique et à un véritable rôle de "conseiller" a servi de déclencheur à l'expression d'un souci abordé sous divers angles et en nuance, mais unanimement ressenti.

Si l'on ne parle plus désormais de guerre, mais de "gestion de crise politico-militaire" pouvant, le cas échéant, comporter un volet d'intervention militaire, on s'engage le plus souvent en cumulant des objectifs affichés et des objectifs réels. **Tout l'art consiste alors à gérer cette ambiguïté entre les nécessités proprement militaires de l'obtention de "l'effet final recherché" et la réalité d'objectifs politiques souvent empreints par nature de compromis.** Dans ce cadre, le militaire doit accepter du politique les contraintes politiques liées à l'usage de l'outil militaire et savoir qu'il "ne passera pas" s'il va à l'encontre du politique en arguant de contraintes militaires. Dans ce cadre toujours, il lui faut :

- intégrer la réversibilité des situations (et donc ne causer que des dommages indispensables à l'obtention de l'objectif) ;
- ne jamais dépasser l'effet de violence nécessaire.

Il relève toutefois de sa capacité d'appréciation de refuser d'engager ses forces au-delà du nécessaire pour complaire au politique.

L'expérience française en Ex-Yougoslavie permet d'aborder la problématique politico-militaire sous l'angle classique mais fructueux de la **trilogie du chef, de la mission et des moyens.** Dans les Balkans, la mis-

sion - fabriquer de la sécurité pour permettre le travail politique et donc, "disparaître" - requérait de l'humilité de la part du commandement militaire et du discernement dans l'usage de son outil. Il n'y avait pas de victoire militaire, seulement des obus qui ne tombaient pas ! Toutefois, cette frustration fut compensée par une intensité et une proximité entre **le chef** militaire et son mandant politique (en l'occurrence, durant une certaine période, le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, M. Akashi). La fréquence des réunions entre "*principals*", la collégialité décisionnelle aboutirent à une **unité de commandement agréable et surtout très efficace.** La qualité de ce système se retrouvera au Kosovo, grâce à l'association régulière du REPFRANCE à certaines réunions de la MINUK.

A Dayton toutefois, une erreur majeure fut de désigner un patron politique non américain donc d'un poids mineur, ce qui aboutit à faire entrer en force l'OTAN dans le pays. Or, il semble évident **que le chef militaire doit être éclairé en permanence par l'objectif politique dans l'optique d'une économie de destructions.** Aujourd'hui malheureusement, le militaire agit parfois isolé, sans convergence, du fait notamment que le contrôle politique des interventions est très largement dans les mains américaines.



L'exemple balkanique, en dépit de certaines phases de bonne adéquation politico-militaire, a évidemment pâti d'une **large déconnexion entre la mission et les moyens militaires dédiés**, au-delà même de l'adaptation initiale des mandats onusiens à la réalité et à la complexité du conflit. Le plus tragique exemple en reste probablement celui des zones de sécurité (ou "safe areas") de la FORPRONU, maigrement dotées d'un nombre dérisoire de "casques bleus" (8 000) au regard des effectifs minimaux requis (35 000) pour garantir une réelle sécurité à leurs habitants. **L'équation implicite qui voulait que le soutien aérien associé à un mandat de simple "maintien de la paix" suffise à assurer son rétablissement ("air support + peace keeping = peace enforcement") fut une utopie criminelle dans ses conséquences humaines (cf. notamment le sort de Srebrenica).**

La majeure partie des interventions sur ce thème a en commun d'appeler à une **mutation culturelle d'ampleur et à une association très précoce des généraux aux évaluations de crise comme, d'une manière générale, en dehors même des périodes de crise, à la réflexion politique et diplomatique sur la définition et la mise en œuvre de la politique étrangère nationale**. Certes, sur le terrain, notamment au Kosovo, quelques progrès sont parfois à reconnaître. L'apprentissage d'une "vie commune", de "l'écoute de l'autre" font leur chemin, comme l'envie de réussir collectivement plutôt que de défendre à tout prix ses intérêts corporatistes. **Le plus souvent, cependant, l'absence de concertation en amont comme d'une formation commune et les réflexes culturels corporatistes conduisent les mondes politique, militaire, diplomatique ou du renseignement à s'envisager avec une condescendance polie voire méprisante, alors qu'ils devraient œuvrer de concert à la cohérence d'une politique multiaxiale, marquée par l'interaction, le dialogue et la synergie. Le cloisonnement administratif et mental, le conservatisme et l'inertie bureaucratiques, la prévalence du corporatisme institutionnel sur l'intérêt général et national brident la mise en œuvre d'une politique de puissance et d'influence qui nous fait toujours défaut.** Nos concurrents ont dès lors beau jeu de s'imposer et leur volontarisme politique ne trouve généralement aucun obstacle sérieux sur sa route, comme en témoigne, parmi de nombreux autres échecs, l'incapacité française à fournir en

1996, un conseiller économique au Haut représentant pour la Bosnie-Herzégovine, Carl Bildt, dans des délais raisonnables. Après plus de 8 mois d'atermoiements, ce fut un Américain qui emporta le poste...

Il ne faut donc pas écarter les militaires des décisions qu'ils vont devoir appliquer et dont, au demeurant, le politique sera le plus souvent prompt à lui faire porter la responsabilité de l'échec éventuel. C'est pourquoi, **en cas de discrédit ou de campagne sciemment orchestrée de désinformation, une réaction forte, immédiate et claire est très souhaitable**, dans laquelle politiques et militaires clarifient ensemble aux yeux de tous les décisions prises, ainsi que les modalités d'exécution retenues.

Sans doute l'exemple américain, invalidé pour l'heure en Irak, mais sans équivoque lors des accords de Dayton en 1995, est-il à méditer. Rappelons le poids décisif des généraux Clark, Shalikashvili, Smith et Joulwan dans le dispositif politique de la conclusion des accords sur l'avenir politique de la Bosnie. Plus généralement, on pourrait s'inspirer du pouvoir de nuisance paradoxalement vertueux dans ses effets (là encore excepté le contre-exemple irakien) permis par l'association du Congrès aux nominations clefs de responsables militaires comme à la décision d'engagement de *GI's*, qui limite la marge de manœuvre... et d'erreur de l'exécutif. Les bienfaits du système américain de "checks and balances" laissent rêveur lorsqu'on sait qu'en France, la loi de programmation militaire est toujours soumise à rectification et a souvent constitué la "variable d'ajustement budgétaire" favorite du pouvoir.

Au-delà, enfin, de l'urgence de cette réforme globale et pour ce qui est des seules armées, il serait sans doute utile de mettre en place un **Conseil de l'ordre militaire**, pour réfléchir sur les questions éthiques et déontologiques et éviter les dérapages comme de revoir le système des récompenses. Nos soldats, du fait de l'évolution de leurs missions, sont en effet de moins en moins des tueurs mais le plus souvent des "éviteurs de bain de sang". **Il faut tirer sans plus attendre les conséquences du fait que les militaires sont désormais au cœur de la mise en œuvre de la politique étrangère nationale et font bien souvent un vrai travail de diplomate ou de médiateur sur le terrain.**

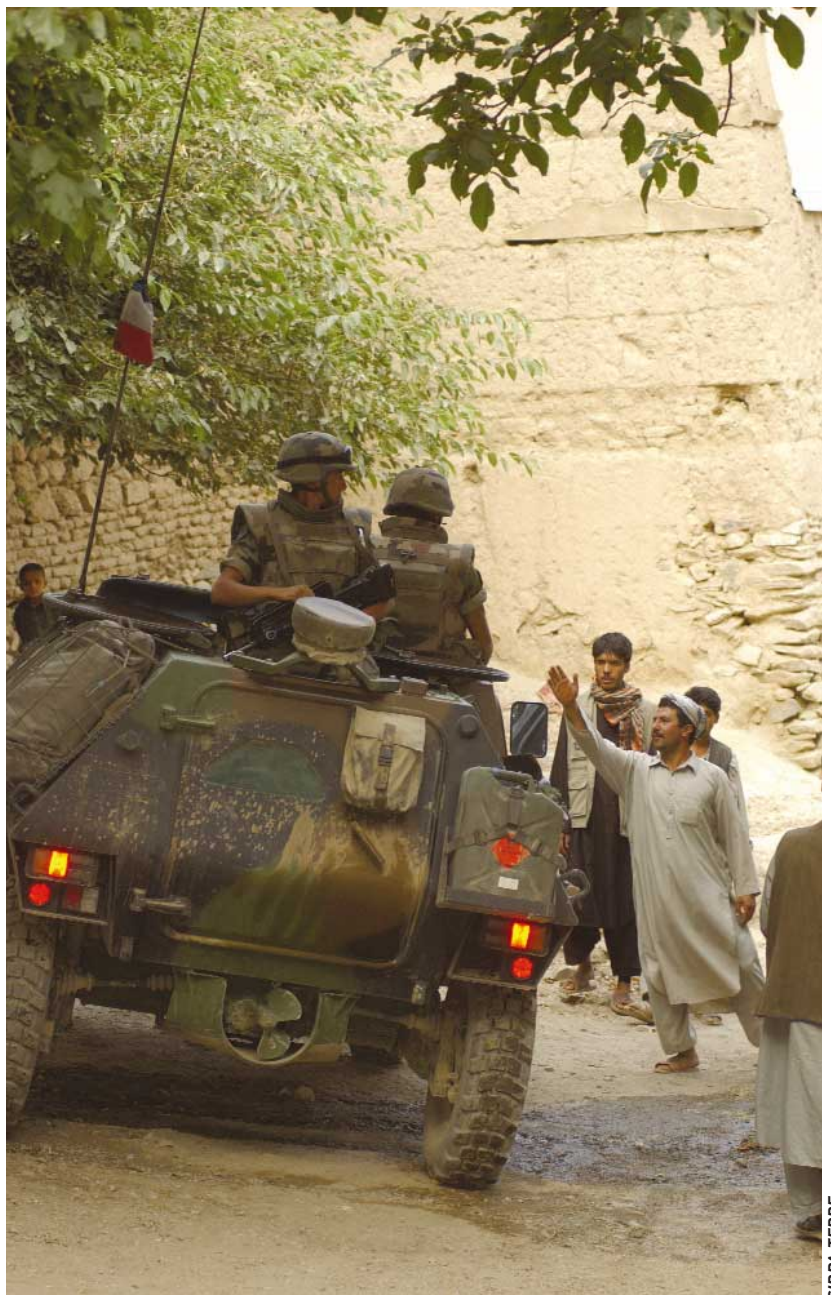
Espoirs et limites du “droit d’ingérence”

L’irruption tonitruante de l’humanitaire dans la dialectique politico-militaire offre un autre angle d’observation de la réalité conflictuelle contemporaine, qui s’attache davantage à la prise en compte d’impératifs humanistes voire éthiques, dans un éloge de “l’illégalité féconde”. Si, “pour changer la loi, il faut être hors la loi”, le droit d’ingérence est d’abord un “devoir d’ingérence”, une réponse à un appel, la responsabilité assumée de protéger un groupe humain souffrant. Dès lors, il n’existe aucune frontière qui vaille, il faut faire du civilo-militaire et de l’humanitaire le plus souvent possible.

L’une des victoires des quinze dernières années est donc bien **l’introduction souvent tonitruante des droits humains dans le droit international, à rebours des principes classiques “d’intangibilité des frontières” et de “non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats”,** qui assurèrent longtemps l’équilibre international mais aussi l’impunité de bien des régimes. Certes, il y a aussi les excès de cette justice internationale, qui se voudrait d’essence quasi divine, sortie toute casquée de la bonne conscience en marche des puissances nanties. Elle vit parfois un peu “dans sa bulle” et fragilise des équilibres précaires par des arrestations intempestives ou inopportunes même si légitimes (comme au Kosovo récemment). En dépit de ces bévues, on ne peut que se réjouir d’un mouvement malgré tout perceptible d’avancée générale de la considération de l’homme pour son prochain et il faut sans doute saluer ici tout particulièrement l’apport des ONG et leur émergence courageuse dans le jeu des acteurs de crise qui conforte cette approche et oblige désormais les politiques à l’intégrer dans leurs calculs.

Il reste cependant encore beaucoup à faire, car force est de constater que nous sommes, malgré nos efforts de commisération active, toujours en retard, presque jamais dans “le préventif” (hormis l’exemple de la FORDEPRENU, force de 900 soldats américains déployée en Macédoine et qui prévint effectivement l’extension du conflit au flanc sud de l’OTAN). Les 250 000

morts de Bosnie sont là pour nous rappeler l’impéritie de la Communauté internationale, empêtrée dans ses ambiguïtés et sa tendance structurelle à la procrastination. De mandats inadaptés en cynisme politique, les cadavres s’amoncelèrent, comme plus tard au Kosovo, où l’on se refusa aussi à affirmer les conditions de la stabilité et de la sécurité : l’indépendance... *(Et des contreparties acceptables pour la partie lésée -Ndlr).*



Les méfaits de l'incompréhension politique et culturelle sont aussi à stigmatiser. **L'incapacité "occidentale" à prendre la mesure, dans ces zones de crise, d'une culture politique de la violence, du combat comme expression de la virilité, comme pour comprendre le différentiel de calendrier qui jouera toujours en faveur de la partie adverse, reste confondante.** Alors que nous voulons toujours des résultats clairs et rapides, c'est sur le temps long que calculent les protagonistes locaux et à hauteur d'une génération au moins que l'on pourra jauger des résultats de nos actions.

En dépit de ces contraintes mentales et politiques, il est possible, néanmoins, de poser quelques jalons de comportement pour les opérations à venir. La "séquence indispensable" pour tout responsable politique ou militaire dépêché localement pour un mandat de stabilisation passe bien par les axes d'efforts suivants :

- assurer la sécurité nuit et jour ;
- préserver la dignité des populations chez lesquelles on intervient et leur permettre un accès facile et permanent, une proximité et une écoute en toute situation, même et surtout en période de tension ;
- impliquer, à tous les niveaux de la décision, l'ensemble des protagonistes pour éviter qu'une force d'intervention ne se transforme en force d'occupation ;
- afficher un objectif précis et limité dans le temps qui doit au plus tôt permettre de transmettre le pouvoir dans de bonnes conditions aux représentants locaux.

En tout état de cause, le droit d'ingérence suppose un devoir de bonne administration et l'on ne peut que déplorer, lors des interventions passées, le décalage entre un bon niveau de planification et d'anticipation du déploiement des forces militaires, et l'absence de planification civile, ainsi qu'en témoignent les échecs en BiH (dont l'économie reste sous totale perfusion occidentale), au Kosovo (où prospèrent tous les trafics), en Afghanistan (redevenu, depuis la chute du régime taliban et l'arrivée de l'ISAF, le premier producteur mondial d'héroïne), et en Irak où tout reste à faire, 18 mois après l'intervention américaine.

Enfin fut évoqué le lien souhaitable mais délicat, qui ne peut véritablement "s'institutionnaliser", entre les ONG et la contribution éventuelle qu'elles peuvent apporter à la force militaire en matière d'information au sens large. La limite de ce type de collaboration reste celle de leur "délégitimation". La pratique anglo-saxonne de noyautage des ONG par les membres de leurs services les place déjà souvent en porte à faux et leur discrédit rejaillit sur l'ensemble des efforts humanitaires qui ont du mal à préserver leur neutralité par rapport au développement des actions civilo-militaires, souhaitable par ailleurs, et qui traduit déjà une certaine militarisation de l'action humanitaire. On peut toujours cependant, à l'échelle individuelle, se parler, collaborer ponctuellement et mêler préoccupation humanitaire et patriotisme.



ADC CHESNEAU/SIRPA TERRE

Gérer la crise : les outils de la conviction et de l'efficacité

Les thématiques abordées jusqu'ici convergent toutes vers **une interrogation centrale qui concerne le politique comme le militaire : quel peut être le dosage optimal de contraintes et d'incitations à mettre en œuvre pour réduire la phase de coercition et assurer une transition vers une stabilisation durable ?** Classique problème de "management des crises" que celui de la proportion de "carotte" et de "bâton"... On a tendance à ne parler que de ce dernier, tant notre avance technologique nous pousse à en surestimer les avantages et il est vrai que l'émergence des concepts tels que le NCW permet une réduction substantielle du poids de la coercition pure. Il semble pourtant urgent d'investir au moins autant dans "la carotte", pour réduire le potentiel de conflictualité et, lorsqu'il s'exprime, pour en faire taire les effets. Dans ce domaine, le politique pourrait utilement s'inspirer de la planification EBO (*Effect based operations*).

Sentir "l'odeur du terrain", cultiver "le savoir de la peau"

S'il est un enseignement essentiel de l'actuelle opération militaire américaine en Irak, c'est bien la nécessité, pour toute force engagée sur un théâtre d'opération lointain, de chercher à connaître son ennemi, sa culture, ses mœurs, ses prismes et ses biais de compréhension du monde, même s'ils nous déplaisent. **La méconnaissance patente du milieu humain par les soldats américains, ainsi que leur provincialisme, ne pouvaient avoir que des conséquences dramatiques et les exposer à de graves déconvenues, les poussant à la surenchère indiscriminée pour se protéger d'un "autre" décidément trop "étranger".**

Le décalage culturel observé en Irak n'est pas l'apanage du Moyen-Orient. Les Etats de l'ex-Yougoslavie ne sont pas vraiment plus "européens" ou "occidentaux". Ils

recèlent un rapport à la mort, à la vie, à la guerre tout aussi spécifique, sans même parler des différences de culture de la violence internes à l'espace balkanique, qui séparent même les Croates des Slovènes, déjà plus "européens"... Les méfaits de l'ethnocentrisme et du nombrilisme occidentaux sont ici à incriminer et appellent une salutaire "conversion du regard" pour appréhender des réalités politiques, culturelles et religieuses éloignées des nôtres. Là sont les vraies "différences", plus prégnantes que celle qui oppose le terrorisme à la guerre massive technologique.

Quels ennemis, quels scénarios, quels outils, quelle chaîne de commandement ? L'ampleur des chantiers de réflexion qui doivent s'ouvrir n'est pas à démontrer. Or, la pensée doctrinale française renaît péniblement. Il n'existe pas de *war studies* à la française. Le système national se caractérise essentiellement par une dispersion des moyens, publics et privés (10 000 stagiaires, dont 400 étrangers et 80 européens, dispersés de manière souvent aléatoire entre 11 structures de recherche), des centres de documentation misérables et jaloux de leurs dérisoires ressources, l'absence d'un centre de doctrine interarmées, une entropie structurelle et un rayonnement international proche du néant...

Il n'y cependant aucune fatalité à l'échec. Une claire volonté politique, l'affectation rationalisée de ressources adaptées, la chasse aux doublons et une coordination des moyens existants (cette exigence pourrait aussi utilement s'appliquer aussi d'ailleurs au monde du renseignement) peuvent permettre un sursaut salutaire pour nourrir conceptuellement et de manière pratique les synergies nécessaires à la préservation et au développement d'un outil militaire de haut niveau, adapté aux mutations des menaces et de notre environnement international.



SIRPA TERRE

Intervention du Chef d'état-major de l'Armée de terre
en conclusion de la première *Rencontre du CDEF*

Penser l'adaptation de notre système de forces terrestres

Note de la rédaction : Au début de son intervention, le général CEMAT a remercié les organisateurs de cette rencontre, le Commandement de la doctrine d'emploi des forces (CDEF) et la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), co-organisateurs de cette rencontre, ainsi que les participants pour leur présence active.

Il faut savoir tirer la leçon du passé pour gérer le présent et construire l'avenir.

C'est sur ce principe simple que se construit la démarche des "retours d'expérience". Cette dernière traduit la capacité de l'homme engagé dans l'action à tirer objectivement, souvent même scientifiquement (ou au moins méthodiquement) toutes les leçons de ses actions passées.

Depuis la fin de la guerre froide, l'évolution rapide du contexte géostratégique a rendu plus nécessaire encore la réflexion des armées, de l'Armée de terre, notamment pour s'adapter aux nouvelles missions et se préparer aux différentes formes d'engagements possibles. Les engagements militaires récents (Irak, Kosovo, Côte d'Ivoire et Afghanistan), sur lesquels vous avez réfléchi cet après-midi, offrent un champ d'analyse typologique vaste, parfaitement adapté à la démarche des "retours d'expérience".

La démarche des "retours d'expérience" conduit à analyser :

- les décisions prises en regard des objectifs initiaux - y compris dans leur dimension globale, politico-militaire (*état final recherché*) ;
- les défauts et les vertus des mécanismes de décision mis en œuvre ;
- les modes d'actions, l'organisation, les moyens utilisés, l'optimisation de leur emploi, leur combinaison, leur fiabilité et/ou leurs limites.

C'est là un premier aspect des "retours d'expériences", consistant à **analyser, comprendre** et **expliquer** le "pourquoi" et le "comment" des échecs et des succès passés, des insuffisances ou des qualités des systèmes et des modes d'actions mis en œuvre. Cette analyse critique doit *in fine*, selon les cas, permettre de remédier aux déficiences ou, au contraire, encourager et diffuser les pratiques pertinentes.

Ce n'est là qu'un aspect de ce que doit apporter la pratique de l'exploitation des "retours d'expérience", permettant des réajustements à court terme, au bénéfice quasi immédiat de ceux qui vont s'engager dans l'action. C'est la partie la plus immédiate de la démarche, dont l'évidence saute aux yeux.

Un second aspect s'avère tout aussi indispensable mais moins exploré, du fait de sa grande complexité. Ce second aspect tient au domaine plus stratégique de la prospective. Comme toute démarche anticipatrice, elle emprunte à des méthodes, des principes et des pratiques qui, pour ne



pas être couramment connus et utilisés, n'en sont pas moins essentiels. J'y reviendrai un peu plus longuement dans ma seconde partie.

Aujourd'hui comme demain, l'Armée de terre, **placée sous de fortes contraintes de ressources - financières et humaines** - privilégie et devra continuer à privilégier l'adaptabilité pour évoluer à un rythme en phase avec celui de son environnement. **C'est là pour l'Armée de terre un enjeu réel.**

C'est là pour les industriels représentés aujourd'hui **un défi permanent**. Le général BEZACIER a employé, je crois, lors de son intervention l'expression "d'**adaptation réactive**", qui me paraît clairement relever de la même idée et parfaitement traduire cette nécessité.

Cette **capacité d'adaptation** concerne toutes les facettes de l'Armée de terre : son **organisation**, sa **doctrine**, ses **équipements** et ses **ressources humaines**.

De même, **l'optimisation** de la gestion des ressources et des moyens mis à sa disposition doit-elle être systématiquement recherchée. **Recherche de productivité, polyvalence des équipements et des systèmes de forces, évolution de la doctrine et des concepts, dispositif de veille et d'expérimentation** constituent quelques axes d'effort significatifs illustrant la volonté de l'Armée de terre de suivre, voire **d'anticiper** dans les meilleures conditions, les évolutions en cours et à venir.

L'Armée de terre a compris l'importance de l'enjeu. Une division *Recherche et retour d'expérience* a été créée au sein du centre de doctrine d'emploi des forces pour y répondre.

C'est à la réalisation de cette ambition à la fois aujourd'hui légitime et demain plus que nécessaire - garante de sa performance - que doivent participer les enseignements des retours d'expérience.

Ces enseignements doivent en effet aider l'Armée de terre à accomplir de nouvelles missions, en particulier en lui permettant d'adapter ses modes d'action aux nouvelles données de son environnement. Ils doivent nous aider à appréhender **l'univers des possibles**, en tenant compte des évolutions et des paramètres nouveaux que les retours d'expériences vont lui permettre de déceler.

Pour ce qui concerne la conception des équipements, les retours d'expériences sont complétés **des informations issues d'une veille technologique** qui relève plus spécifiquement des industriels et de la Délégation générale pour l'armement. Elle vise à identifier les évolutions possibles dans les domaines techniques, qui pourront être intégrés dans les équipements futurs pour satisfaire des besoins opérationnels avérés ou possibles. Cette veille contribue à réduire les risques d'une perte de savoir-faire technologique, irrémédiable pour la réalisation de nos équipements futurs.

J'ai insisté jusqu'à présent sur le rôle et l'utilisation possible des retours d'expérience dans la réflexion sur le futur immédiat.

Mais à ce stade de mon adresse, je veux souligner ce qui pourrait apparaître comme un paradoxe. L'Armée de terre française est conçue comme une "armée d'emploi", choix qui procède d'une décision politique, qui s'est notamment traduite par la professionnalisation de son recrutement. L'évolution des conditions géopolitiques des années futures la confirmera très probablement dans ce rôle.

Il s'agira donc pour l'Armée de terre de conduire son adaptation progressive, sans rupture du fait de son emploi permanent, au même titre que nos alliés britanniques et américains entreprennent leur "transformation".

Trop insister sur l'emploi courant dans des missions de stabilisation, même avec des phases ponctuelles de haute intensité, risquerait d'occulter la **préparation d'un engagement face à des menaces d'autres types** - pour lequel les armées ne peuvent négliger l'évolution de leurs systèmes de forces.

La réflexion prospective participe, comme tout ce qui concerne l'avenir, à **positionner les décideurs sur les enjeux fondamentaux, à discriminer entre l'essentiel et le l'accessoire, le permanent et le contingent**, tout en tenant compte des données futures de leur environnement. **Elle possède de fait une dimension stratégique.**

Une telle réflexion permet de s'affranchir des données actuelles, liées au contexte, mais aussi aux effets de modes, pour penser l'adaptation de notre système de forces terrestres répondant à un éventail de menaces n'excluant aucune hypothèse.

Une impasse me semblerait sur ce dernier point très risquée. **Cela impose aux industriels de poursuivre leurs études en particulier dans le domaine technologique.** Cela nous impose de construire une armée, et penser une évolution des forces terrestres, **majoritairement mais qu'en partie répondant à un "emploi courant"**.

Le respect de ce principe de précaution doit être garanti.

Oserais-je prendre l'exemple de l'emploi de l'artillerie dans le cadre des engagements français au cours de ces dernières années ? Au terme d'une analyse sur son emploi récent en "stabilisation", cette fonction opérationnelle aurait été probablement condamnée, **alors qu'elle s'avère indispensable à la cohérence générale d'un système de forces terrestres.**

La construction de l'Europe de la Défense pourrait offrir sans doute des perspectives intéressantes quant à la préservation de certaines capacités, peut-être à l'échelle européenne, reposant sur des **principes de mutualisation et de partage capacitaire.**

Vous l'avez compris, il semble indispensable de concilier "l'adaptation réactive" adaptée à une armée d'emploi, d'une part, et une réflexion libre, prospective, d'autre part, autorisant le développement d'un système de forces, avec des capacités plus lourdes, mais plus limitées parfois dans leur emploi.

Nos alliés nous démontrent tous les jours que **leurs forces conventionnelles restent au cœur de leurs capacités.**

N'y voyez pas une vision passéiste de l'Armée de terre, mais celle d'un responsable, garant de la cohérence générale du système " forces terrestres " et comptable de la vie de ses hommes qui le composent. Les engagements actuels, ressortissant à la gestion des crises, accordent un rôle central aux individus. Cette caractéristique fondamentale est liée à la nature des missions, des enjeux et de l'environnement général dans lequel se déroulent les engagements opérationnels. Elle a été soulignée à plusieurs reprises pendant les interventions.

Les crises actuelles et à venir placent et placeront **" les populations "** au cœur des crises. **Elles en sont souvent un des enjeux majeurs, soit pour des raisons strictement humanitaires, soit du fait de leur instrumentalisation par les pouvoirs locaux** (exemple : Côte d'Ivoire).

La gestion des crises - dont les forces terrestres sont un des acteurs, parmi d'autres - ne possède pas une dimension unique. **Par essence politico-militaire, la gestion des crises intègre des facteurs humanitaires, économiques, sociaux, culturels et religieux.** Elle met donc en jeu, dans une nécessaire synergie, **une multiplicité d'acteurs de toute nature et de toutes nationalités.**

Comme élément supplémentaire indissociable du contexte de crise, je citerai la nécessité de **disposer, pour autant que l'on soit en situation de le faire, d'une vision discriminante de l'usage de la force**, adaptée à l'évolution rapide des situations. Cet **usage raisonné de la force** prend une dimension essentielle dans la gestion des

crises. Selon les phases, la force ne s'exprimera pas de façon identique. **La capacité de gradation reste attachée à l'appréciation de situation que seul un individu peut conduire.**

Vous l'avez souligné au cours de l'après-midi, les actions terrestres sont conduites de **façon coordonnée mais très décentralisée, donc en imbrication permanente avec les populations.** Tous les exemples de crises récentes le mettent en exergue. C'est une spécificité des engagements terrestres, **spécificité redoutable et périlleuse.**

L'action conduite à l'échelon tactique - de la section ou de la compagnie - **participe autant au succès de la gestion de la crise** que le choix d'une stratégie globale (exemple de la Côte d'Ivoire).



STAT

Ces caractéristiques rapidement brossées donnent naturellement **un rôle central à l'homme.**

L'Armée de terre en est pleinement consciente et souhaite maintenir au maximum le facteur

humain au cœur de son organisation, de son système de forces et de ses modes d'actions. Ce choix affecte durablement les solutions retenues en matière de systèmes d'armes et de doctrine. Cette prégnance de l'homme à tous les niveaux - pleinement justifiée aujourd'hui - le restera-t-elle demain, ou sera-t-elle au contraire contestée voire renforcée ?

Nous savons en effet que **la prégnance de l'homme à tous les niveaux des systèmes, induit certaines caractéristiques pour les engagements futurs, mais aussi des limites et des contraintes**, en particulier sous deux aspects très contrastés :

- **les aptitudes des hommes à mettre en œuvre et à maîtriser des systèmes complexes.** Ceci concerne les systèmes d'armes futurs, mais plus encore les systèmes d'informations.



- **la place de l'homme dans les engagements**, reposant sur le degré de risque accepté par les hommes et la société mais aussi la légitimité d'une action militaire qui serait conduite sans consentir la moindre perte. Cette dimension éthique peut être amenée à prendre à l'avenir une importance accrue.

C'est aussi ce que doivent nous révéler les retours d'expérience. C'est pourquoi certaines informations issues des leçons tirées de ces RETEX doivent participer, après tri et analyse, à alimenter ce qu'il est convenu d'appeler "la veille prospective".

Dans ce cadre, les enseignements tirés des retours d'expérience doivent en définitive **participer à évaluer le degré de fiabilité et de probabilité de chacune des attentes des principaux acteurs de la décision stratégique**. Il offre ainsi la possibilité d'arbitrer entre le "possible" des physiciens, le "faisable" des ingénieurs, le "viable" des économistes, le "souhaitable" des militaires et des politiques.

Ils doivent nous aider à éviter au maximum les erreurs d'appréciation de l'avenir, et surtout à réduire au maximum le fossé existant entre les possibilités de la science et les réalités socio-économiques qui restent pour les armées une donnée permanente et certaine de son environnement.

CDEF

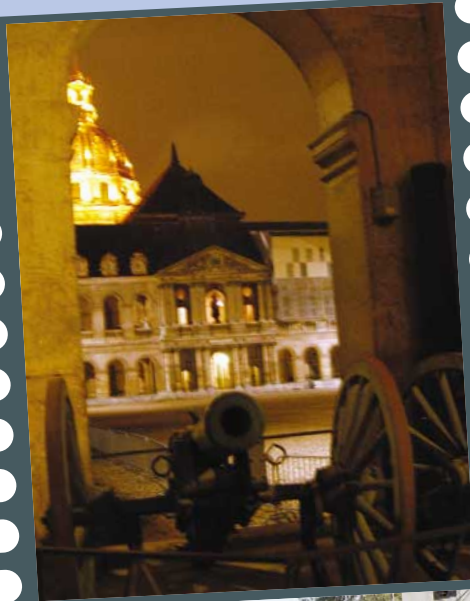
Au terme de ce colloque, je me félicite de son succès. Il a été conçu sur un nouveau modèle de rencontre, ciblée pour améliorer la connaissance réciproque entre les différents acteurs de la préparation de l'avenir de l'Armée de terre. L'éventail des organismes que vous représentez, de vos fonctions, de vos statuts, confirment une fois encore l'intérêt d'un dialogue riche et constructif. Je suis persuadé que ce colloque a pleinement répondu à cet objectif.

Cette expérience pourra être renouvelée.

Il demeure maintenant essentiel que soient prolongés les travaux de réflexion qui ont été lancés cet après-midi. Je suis persuadé que le général BEZACIER a sur ce point de nombreuses idées.



Pour une adaptation réactive des forces terrestres en images



Avertissement - p. 5
CDEF



RETEX et prospective :
De la guerre moderne :
permanences et ruptures p. 15
US ARMY



RETEX et prospective :
Espoirs et limites
du "droit d'ingérence" - p. 25
SIRPA TERRE



Penser l'adaptation de notre système
de forces terrestres - p. 30
SIRPA TERRE

DOCTRINE

